

La transition démocratique, toujours inachevée, de la Roumanie

Alors que des manifestants pro-européens réclament le respect de droits élémentaires, la corruption reste enracinée dans le pays, presque trente ans après la révolution de 1989 qui a chassé Nicolae Ceausescu, dénonce l'opposante au gouvernement Daniela Lavinia Bîciu

Par **DANIELA LAVINIA BÎCIU**

L'opinion internationale a pris connaissance de la situation pré-occupante régnant en Roumanie où, depuis plus d'un an, la population excédée proteste contre les abus du gouvernement. Le 10 août, la tension a atteint un point culminant, avec une intervention en force de la gendarmerie contre les manifestants venus à Bucarest, en majorité des Roumains établis à l'étranger, pour protester de nouveau contre le comportement du Parti social-démocrate (PSD, héritier du PC) au pouvoir.

Près de 500 personnes ont été blessées ou ont dû recevoir une assistance médicale d'urgence. Les gendarmes ont multiplié les brutalités et ont utilisé du gaz lacrymogène ou du spray irritant contre la population, y compris femmes, enfants et personnes à mobilité réduite. Tous étaient là pour en finir avec une corruption endémique, pour dire « assez » au gouvernement, demander sa démission et des élections législatives anticipées. Un seuil psychologique important a été franchi : la compréhension que ce gouvernement utilisera tout moyen, y compris la force envers ses citoyens, pour garder le pouvoir.

CINQ MILLIONS D'EXPATRIÉS

La démonstration de la diaspora, la première de ce type, montre que les distances ne sont plus une barrière lorsqu'il faut agir pour la démocratie. Le gouvernement a compris cette réalité autrement, en invoquant des théories du complot pour mobiliser sa garde prétorienne contre ses citoyens. Invoquant en permanence ses scores électoraux, le PSD oublie que l'abstentionnisme a été le principal élément de son succès. Aux élections législatives de décembre 2016, la faible participation des jeunes, désa-

busés par la politique, d'une partie des intellectuels et de la classe urbaine, entre autres, a permis aux sociaux-démocrates de gagner la majorité d'une minorité. Le pouvoir a su surfer sur la peur de la mondialisation à vitesse différenciée, sur l'ignorance, sur l'isolement des milieux ruraux, sur le manque d'information et sur la nostalgie de certains du temps où l'Etat communiste prenait en charge leurs conditions d'existence de la naissance jusqu'à la mort.

Les promesses électorales à forte connotation sociale ont alimenté les chimères et les espoirs d'une population parmi les plus pauvres de l'Union européenne. Mais un an et demi après les élections, la seule catégorie sociale qui a bénéficié des largesses du gouvernement est l'armée des fonctionnaires. Plus d'un million, dans un pays qui compte environ cinq millions de personnes en âge de travailler. Cinq autres millions sont à présent expatriées à travers le monde. La diaspora roumaine envoie des milliards d'euros en Roumanie, comme aide pour la survie des familles ou pour de petits investissements. A présent, elle reçoit en échange les jets des canons à eau et de gaz lacrymogène.

Mais il faut savoir que le PSD n'est pas seul à gouverner. Dans son sillage, il a embarqué ALDE Roumanie (Alliance des libéraux et démocrates), un parti qui se dit libéral et qui soutient ses initiatives parlementaires. Même les plus controversées, comme le paquet des lois scélérates qui, en 2017, ont « assoupli » la législation sur la corruption. Au silence complice des socialistes européens, il faut donc ajouter les yeux mi-clos des députés du groupe parlementaire européen Alliance des démocrates et des libéraux pour l'Europe (ADLE), dont ALDE Roumanie est une composante.

Ce groupe est présidé par Guy Verhofstadt, ancien premier ministre du

royaume de Belgique, chargé de coordonner le travail du Parlement européen sur les questions liées au Brexit. Ses membres sont censés militer pour une Europe robuste, avec un projet bien défini. Pour nous, Roumains, il semble que dans l'Union européenne on ne peut pas accepter qu'on achète les votes avec un litre d'huile ou un kilo de sucre distribué à nos parents ou grands-parents en période électorale, comme cela a pu se pratiquer en Roumanie.

C'est pourquoi, je me permets d'interpeller les membres de ce groupe parlementaire. Si vous étiez roumains, mesdames et messieurs, vous seriez placés devant les mêmes options que nous : émigrer pour donner, à vous et vos enfants, une chance de construire votre vie loin de la corruption, ou bien rester dans votre pays et manifester dans la rue (même si certains, ces derniers jours, ont fait les deux, venant de l'étranger pour protester). Si vous étiez roumains, à la lumière de vos déclarations proeuropéennes et pro-démocratiques constantes, vous devriez, vous aussi, être parmi les manifestants de la place de la Victoire, à Bucarest.

SOIF DE LIBERTÉ

Il serait donc grand temps de questionner vos collègues d'ALDE Roumanie sur le soutien qu'ils apportent à l'actuel gouvernement et sur les méthodes qu'ils cautionnent ainsi. De cette façon, vous agiriez en conformité avec les valeurs défendues par votre groupe et en faveur d'une consolidation de la démocratie européenne. En janvier 2019, la Rouma-

**ON EST EN DROIT
DE S'INTERROGER SUR
LA CAPACITÉ DES
GOUVERNANTS À
ASSUMER DIGNEMENT
LA PRÉSIDENTIE DU
CONSEIL DE L'UNION
EUROPÉENNE
EN JANVIER 2019**

nie va prendre pour six mois la présidence tournante du Conseil de l'Union européenne. On est en droit de s'interroger sur la capacité de ses gouvernants à assumer dignement cette présidence. Il en va de la crédibilité européenne.

Certes, la situation roumaine n'est pas tout à fait singulière. Les défis démocratiques sont multiples dans plusieurs pays de l'est de l'Europe, où certains dirigeants se rêvent en mini-Trump ou en émule d'Erdogan. Pendant des décennies, les Roumains ont écouté Radio Free Europe en cachette, rêvant d'un pays libre. Aujourd'hui, la rue roumaine est en ébullition, car bientôt trente ans après la révolution anticomuniste (dont vingt-huit ans sous la gouvernance de formations politiques plus ou moins issues ou héritières du précédent régime), il est toujours difficile d'obtenir dans ce pays le respect de droits élémentaires.

L'intensité des manifestations peut se réduire, du fait que les participants devront retourner au travail ou dans leurs pays d'adoption respectifs. Mais leurs motivations demeurent : la soif de liberté et l'exigence du respect des valeurs européennes. Alors qu'elle célèbre l'année du centenaire de son indépendance, la Roumanie, pays européen, connaît de graves tensions à cause d'un gouvernement corrompu et désormais violent, qui a divorcé d'avec sa population. ■



Daniela Lavinia Biciu

*est consultante auprès
des institutions européennes*